

# Stratégies chinoises de financement et de pénétration des marchés africains

Ibrahim Magassa <sup>1</sup>

La disparition du monde bipolaire à la fin des années 1980 s'est traduite sur le plan de l'économie géopolitique par une affirmation de la Chine en tant qu'acteur majeur en Afrique. Au cours de ces dernières années, ce pays a développé sur le continent africain une stratégie agressive de pénétration des marchés. Exploitant les failles de relations paternalistes longtemps fondées sur des zones d'influence historico-politique entre les puissances occidentales et les pays africains, la Chine, appuyée en cela sur son potentiel financier actuel, a acquis d'importants marchés dans de nombreux pays africains. En la matière, la réussite de cette stratégie est fondée sur sa politique de coopération, sa capacité financière à mobiliser des fonds et son dynamisme dans la mise en œuvre des projets au travers d'entreprises d'État qu'elle ne cesse de promouvoir (cf. annexe 1).

Les Chinois ont développé une politique de coopération économique avec l'étranger qui se situe aux antipodes de celle pendant longtemps pratiquée par les Occidentaux. Dès lors qu'elle eut vite appréhendé les similitudes entre sa culture et celle des Africains, la Chine resta fidèle à une politique de flexibilité dans sa politique de coopération économique avec notamment les États du continent. Ses aides financières aux pays africains ne sont en rien liées au respect des valeurs démocratiques, des droits humains et d'un contrôle rigoureux de l'usage des fonds.

Sur le plan financier, la Chine dispose d'une réserve de change colossale de plus 1 900 milliards de dollars pour l'essentiel à la disposition de l'*Exim Bank* (*China Export-Import Bank*) de façon à mener sa politique d'investissement à l'étranger. Cette banque étatique joue un rôle essentiel dans la rétrocession de prêts gouvernementaux étrangers et elle est par ailleurs commise par l'État chinois pour proposer des prêts à des conditions préférentielles, mais aussi pour négocier des contrats de travaux publics ou tout type d'investissement à l'étranger, ceci s'appliquant en particulier à l'Afrique.

Dans son déploiement à l'étranger, Pékin, sur le plan opérationnel, a mis à contribution les secteurs essentiels de l'économie. Ainsi, dans le domaine des matières premières énergétiques, la *China National Petroleum Corporation* (CNPC) et la *China Petroleum and Chemical Corporation* (Sinopec) pour ne citer que ces

---

1. Directeur d'Algest Consulting.

deux majors, mettent en œuvre une politique d'approvisionnement énergétique par l'exploitation à des conditions avantageuses de champs pétroliers dans nombre de pays africains.

Au Tchad, la *CNPC* a livré clés en main à l'État tchadien en juin 2011 sa première raffinerie de produits pétroliers. Pendant 99 ans, la Chine exploitera cette raffinerie à travers la *CNPC* à hauteur de 60 % contre 40 % à N'Djamena (cf. annexe 2).

Dans le domaine des travaux publics, le schéma d'acquisition des parts de marchés et des opérations afférentes est identique. En la matière, le top-10 des sociétés chinoises impliquées dans ces projets de travaux publics reste exclusivement formé par des entreprises d'État. La première est la *China Civil Engineering Construction Company* qui, dans la période 2001-2010, a conclu pour plus de 5 milliards de dollars de contrats ; cette entreprise étant active dans les infrastructures de transport. La seconde est le *China Hydraulic and Hydroelectric Construction Group* ; très active dans le secteur de l'électricité, celle-ci a conclu pour plus de 4 milliards de dollars de contrats. La troisième est *Zhong Xing Telecommunication Equipment* ; elle a conclu des contrats pour 2,1 milliards de dollars et travaille dans le secteur des télécommunications. Ces trois secteurs se sont octroyé une part importante dans les projets d'infrastructures en Afrique : électricité (33 %), transports (33 %, surtout par chemin de fer) et télécommunications (17 %) essentiellement concentrés sur le Nigeria, l'Angola, l'Éthiopie et le Soudan. (cf. annexe 3).

La Chine reste l'un des leaders mondiaux sur le plan de la construction, de l'aménagement de routes et de voies ferrées, ainsi que de l'installation de réseaux d'électricité. Cela parce que la Chine elle-même effectue actuellement un bond infrastructurel en avant impressionnant. Ces dix dernières années, le secteur chinois de la construction a enregistré une croissance moyenne de 20 % par an. Peu d'entreprises ont l'expérience des plus grandes entreprises chinoises de construction. D'où le fait que la Chine rafle quasiment un tiers de tous les contrats en Afrique noire (cf. annexe 4).

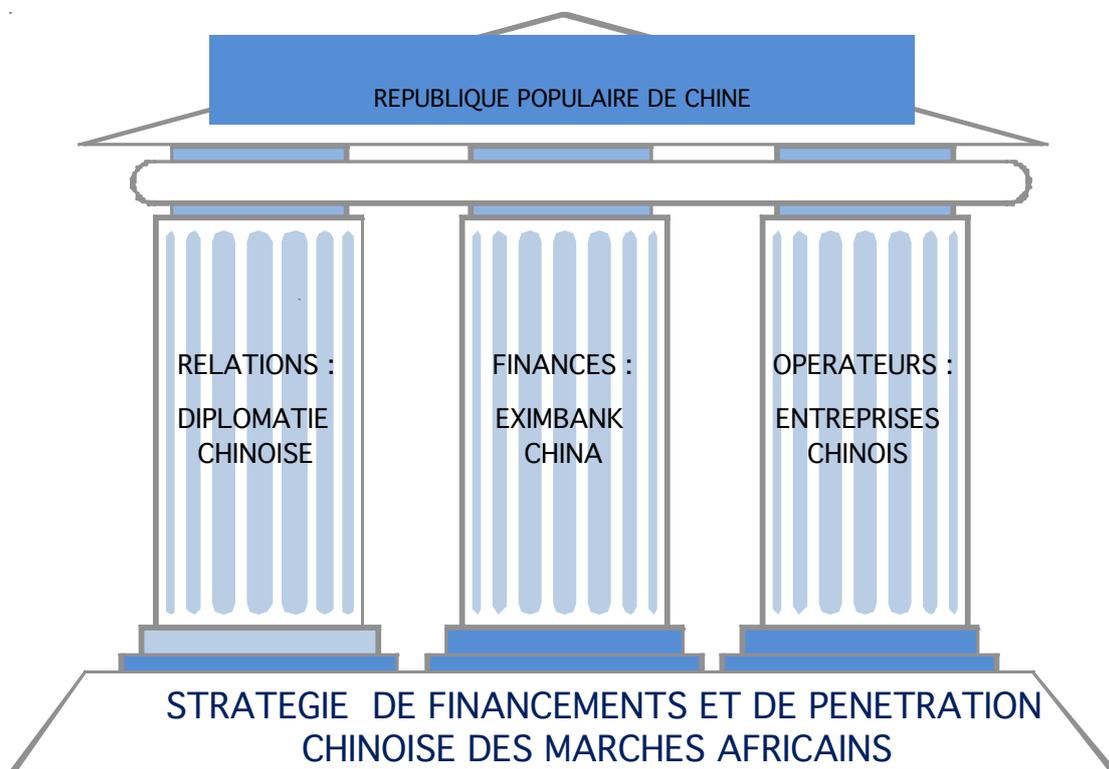
De 2001 à 2010, l'aide chinoise en Afrique pour la construction de routes, de chemins de fer, de réseaux d'électricité est passée de 1 à 7 milliards de dollars par an. Les transports par route et voies ferrées y sont dans un état lamentable et ils requièrent trois fois plus de temps qu'en Asie. Le transport par route y est entre trois et quatre fois plus onéreux qu'aux États-Unis. Dans de telles circonstances, peu d'investisseurs internationaux sont attirés par l'Afrique noire, même si les coûts de la main-d'œuvre y sont très bas. L'absence d'infrastructures fiables constituant un obstacle important au développement de cette région du monde.

Certains prétendent que la Chine contribue à la mise en place des infrastructures africaines dans le but de remporter des contrats pétroliers. La Banque mondiale note toutefois qu'il n'y a lien avec l'exploitation du pétrole que dans 7 % des contrats de construction. Et il ne faut d'ailleurs pas oublier, ajoute cette institution, que ces cinq dernières années 40 % du pétrole africain est allé aux États-Unis, 17 % à l'Europe et

14 % à la Chine. Une tendance qui pourrait cependant s'inverser avec les dernières prises d'intérêt chinoises dans plusieurs pays notamment au Soudan, en Angola, au Nigeria (et dans la compagnie *Addax*). Quand à elle, la Chine considère son aide financière au développement, toujours selon la Banque mondiale, comme une forme de solidarité Sud-Sud. Mais aussi comme une collaboration économique Sud-Sud reposant sur le principe de l'utilité et de l'avantage mutuels.

La question majeure reste toutefois de savoir si l'Afrique saura réellement tirer profit des investissements chinois ? Cela reste à confirmer. Notons que dans la politique chinoise d'investissement il n'y a pas le transfert de technologie. Le temps est arrivé pour les États africains de tirer profit des coopérations de développement économique avec la Chine en termes de gagnant-gagnant. Rappelons simplement que les Chinois eux-mêmes imposent aux investisseurs européens et américains le transfert de technologie.

#### **ANNEXE 1 SYNTHÈSE ALGEST CONSULTING DES PRINCIPAUX LEVIERS D' ACTIONS CHINOIS EN AFRIQUE**



**ANNEXE 2 TCHAD : NOUVELLE RAFFINERIE DE 20 000 BARILS JOUR CONSTRuite PAR LA CNPC ET MISE EN PRODUCTION LE 29 JUIN 2011.**



**ANNEXE 3 INFORMATIONS SOMMAIRES SUR LES PRINCIPAUX ACTEURS CHINOIS EN AFRIQUE**

***L'EXIM BANK***

C'est une banque à caractère politique créée en 1994, entièrement détenue par l'État et qui relève directement de l'autorité du Conseil des affaires de l'État. Sa notation internationale de solvabilité est identique à la notation souveraine de la Chine. Dans le monde, l'*Exim Bank* dispose d'un bureau de représentation pour le Sud-Est de l'Afrique, d'un bureau à Paris et d'un bureau à Saint-Petersbourg. Elle a noué des relations par le biais de quelque 300 représentations à travers le monde. Cette structure bancaire et financière est un acteur majeur du développement économique et commercial de la Chine à l'étranger. Elle est le principal canal de financement à caractère dit politique des exportations de produits mécaniques et électroniques, des installations clés en main et des livraisons de produits hautes technologies, ainsi que des contrats de travaux publics et de tous types d'investissements à l'étranger, jouant ainsi un rôle essentiel dans la rétrocession de prêts gouvernementaux étrangers de même qu'elle est chargée par l'État chinois de proposer des prêts à des conditions préférentielles à l'étranger.

**CHINA NATIONAL PETROLEUM CORPORATION**

La *CNPC* est une entreprise pétrolière appartenant à l'État chinois dont l'essentiel des activités ont été transférées à une filiale cotée en bourse, la *PetroChina*. Elle est présente dans 30 pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique. Tout comme au Kazakhstan où elle a fait l'importante acquisition de la société canadienne *PetroKazakhstan* pour 4,18 milliards de dollars. En 2010, la *CNPC* a réalisé un chiffre d'affaires de 240, 192 milliards de dollars, devenant ainsi la 6<sup>e</sup> compagnie pétrolière au monde.

**CHINA RAILWAY**

*China Railway* est aujourd'hui cotée à la bourse de Shanghai et à celle de Hong-Kong, l'entreprise restant majoritairement contrôlée par le gouvernement chinois. **Contrairement à ce que son nom peut laisser entendre, ses activités ne se cantonnent pas aux seules constructions de voies ferrées.** Le groupe réalise aussi des infrastructures routières et des tunnels. *China Railway* est très impliquée dans des projets africains. En 2010, son chiffre d'affaires était de 25,787 milliards d'euros et elle comptait plus de 270 000 salariés.

**ANNEXE 4 QUELQUES CHIFFRES SUR LA PRÉSENCE DES ENTREPRISES CHINOISES DE CONSTRUCTION D'INFRASTRUCTURES EN AFRIQUE (DONNÉES BANQUE MONDIALE)****PROJETS D'INFRASTRUCTURE FINANCÉS PAR LA CHINE EN AFRIQUE NOIRE**

	2003	2004	2005	2006	2007
Montant (milliards de \$)	0,6	1,3	1,7	7,0	4,5
Nombre de projets	12	19	24	29	28

**PART DES DIFFÉRENTS PAYS DANS LES PROJETS FINANCÉS PAR LA CHINE EN AFRIQUE NOIRE DURANT LA PÉRIODE 2001-2010**

Pays	Part
Nigeria	34 %
Angola	20 %
Éthiopie	10 %
Soudan	8 %
Autres pays	28%

**PARTS DES CONTRATS D'INFRASTRUCTURE EN AFRIQUE NOIRE DURANT LA PÉRIODE 2001-2010**

<b>Pays</b>	<b>Part des contrats</b>
Chine	31 %
France	14 %
Inde	5 %
Espagne	4 %
Malaysia	4 %
États-Unis	3 %
Belgique	3 %
Tanzanie	3 %
Allemagne	1 %